

Jean-Claude Barreau: «Nous n'avons aucune politique d'immigration»



Jean-Claude Barreau. - Crédits photo : Editions du Toucan / L'Artilleur

France (<http://premium.lefigaro.fr/actualite-france/>) | Par [Alexandre Devecchio \(#figp-author\)](#)

Mis à jour le 04/02/2016 à 19h05

INTERVIEW - Jean-Claude Barreau a eu une vie mouvementée. Caché pendant la guerre en raison des origines juives de sa mère, ouvrier, puis prêtre et éducateur de rue, il a été, plus tard, conseiller spécial de François Mitterrand à l'Élysée, avant de travailler pour Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur. Dans son dernier livre, *Liberté, égalité, immigration?* (Éditions de l'Artilleur), il retrace son parcours et expose sa réflexion sur l'intégration.

Le Figaro. - Dans votre dernier livre, vous liez la crise actuelle de l'intégration à une politique migratoire incontrôlée depuis les années 1970...

Jean-Claude Barreau. - J'ai pointé ce problème dès 1989, lorsque j'ai été nommé patron de l'Office des migrations internationales (OMI) et président de l'Institut national d'études démographiques (Ined) par François Mitterrand. Sous ma direction, les différents services attribuaient 100.000 cartes de séjour chaque année. Il faut se souvenir qu'à cette époque on prétendait l'immigration «arrêtée» depuis 1975 et le président Giscard d'Estaing. Le scandale fut donc immense. *Libération* jugea ces chiffres «fantaisistes». Jean Daniel, dans *Le Nouvel Observateur*, prenant conscience de l'importance du flux annuel, le jugea impossible: «Cela serait l'équivalent d'une ville moyenne en plus par an», écrivait-

il fort justement. Depuis, le mouvement s'est poursuivi, voire accentué. Nous n'avons aucune politique d'immigration: la porte est ouverte et chacun entre comme il le souhaite. Pourtant, une «immigration heureuse» est possible et a d'ailleurs existé jusqu'au début des années 1980. Cela suppose deux conditions. La première est de limiter les flux: l'immigration doit être une «rivière» qui enrichit le «fleuve» national, et non une vague qui le submerge. La seconde est l'assimilation des nouveaux venus à la culture nationale. Rappelons que la plupart des terroristes impliqués dans **les attentats de janvier et novembre 2015** (<http://attentats-paris.lefigaro.fr/>) étaient Français, du même âge que ceux qu'ils tuaient. Des Français issus de l'immigration, mais élevés en France.

Pourquoi les gouvernements successifs n'ont pas réagi?

En 1968, les étudiants, bien moins nombreux qu'aujourd'hui et tous fils de bourgeois, ont mimé la Révolution française. Cela a été un échec politique, mais une victoire idéologique complète, une révolution culturelle. C'est cette nouvelle idéologie qui explique le changement de perception de l'immigration après 1980. Le temps pour les soixante-huitards de devenir des dirigeants politiques ou médiatiques. Ils ont renié Marx et la Révolution, mais conservé le côté libertaire de 1968: «Il est interdit d'interdire.» L'«immigrationnisme» a remplacé l'«ouvriérisme». Mais ce dernier restait «national», alors que le culte de l'immigré pouvait satisfaire à bon compte l'une des autres marottes de 1968, l'«internationalisme». Pour ses promoteurs, la patrie était dépassée, l'Union européenne, incontestable, et les immigrés, sanctifiés. La télévision nous montre des noyés, des asphyxiés suscitant notre intense émotion. Certes, ces malheurs existent et sont intolérables, comme ceux d'un cyclone ou d'un incendie. Mais, devant un tsunami, on pleure, puis on réfléchit aux moyens d'en éviter d'autres. De cette vague migratoire, le conformisme nous dit qu'elle est bonne et nous interdit d'essayer de trouver les moyens de la tarir.

«Nous ne pouvons pas faire le travail d'aggiornamento à la place des théologiens musulmans, mais nous pouvons imposer à ceux qui veulent vivre sur notre sol le respect de nos lois et, en particulier, celui de la laïcité»

Jean-Claude Barreau

L'assimilation ne fonctionne plus aujourd'hui...

Avant de devenir conseiller spécial de François Mitterrand, je fus éducateur de rue. J'approchais les délinquants avec ma grosse moto et finissais par prendre le commandement de plusieurs bandes. Chose facile à faire, et que font aujourd'hui les djihadistes. Les «racailles» font peur, mais ne peuvent résister à un adulte décidé. Et à moi, qui rentrais de la guerre d'Algérie, ils ne faisaient pas peur. J'ai obtenu de la RATP un vieil autobus à plateforme et du ministre des Sports, l'autorisation de faire sauter mes voyous en parachute sans entraînement ni limite d'âge. Le courage physique étant leur seule valeur, il fallait partir de là. Beaucoup de ces loubards étaient d'origine maghrébine. Cependant, ils se sentaient tous français. Ils chantaient «mort aux vaches, mort aux condés», mais ne voulaient nullement «niquer la France». Pourtant, ils étaient bien plus misérables que ceux d'aujourd'hui, qui montent le plus souvent manger le couscous chez maman après avoir incendié une voiture. Sortis de tout système social, ils restaient intégrés à la nation. Actuellement, pour les jeunes des cités, la «lutte des classes» du marxisme ouvrier a été remplacée par la «haine de la France».

Quelle est la responsabilité de l'Europe?

Si la seule issue de l'immigration passe par l'assimilation, si, comme le dit Paul Collier, «il faut une nation pour assimiler», alors la construction abstraite de l'Europe rend l'assimilation impossible, car elle transforme le continent en un vaste terrain vague. Alors, l'immigré ne va plus en Allemagne, en Italie ou en Angleterre, mais en Europe, c'est-à-dire nulle part! Le but caché de l'UE est de détruire les nations. En général, ce but est dissimulé derrière les belles notions d'ouverture, d'universalisme et de progrès. Mais, parfois, on peut l'identifier. J'ai acheté pour mes petits-enfants un opuscule sur les nouvelles régions inventées par François Hollande. Dans ce livret, intitulé *La France des régions expliquée aux jeunes* (Éditions Nouvelle République), on trouve cet aveu qu'un rédacteur naïf ou distrait a laissé passer: «L'UE, c'est transporter sur notre continent le système fédéral des États-Unis, transformer les régions de tous les pays en États. Puis les réunir pour former un seul grand pays, l'Europe.» La mort de la France est ici clairement inscrite dans le projet européen actuel. Compte tenu de l'importance de l'État central dans son histoire, la France est certainement le pays du continent le plus menacé par l'Union. Si les Français s'aperçoivent que l'État n'est plus à Paris

mais à Bruxelles, pourquoi resteraient-ils ensemble? Dans une telle atmosphère de «désintégration», comment ne pas comprendre que certains jeunes issus de l'immigration et certains convertis choisissent plutôt de s'intégrer à l'islam radical?

Vous écrivez que l'islam est le véritable «noyau dur et caché de notre bien-pensance». Pourquoi?

Issu de l'athéisme, converti à 20 ans, prêtre, ce que j'ai été pendant onze ans, la religion m'a toujours beaucoup intéressé et j'ai publié, en 1991, un livre sur l'islam et le monde moderne. Qu'avais-je fait là? J'ai compris trop tard qu'en France on pouvait critiquer l'État, les institutions, l'armée, le bouddhisme, le christianisme, le marxisme, en somme tout, sauf l'islam. En 1905, l'intégration de l'islam par une République forte se serait faite de gré ou de force. Nous ne pouvons pas faire le travail d'aggiornamento à la place des théologiens musulmans, mais nous pouvons imposer à ceux qui veulent vivre sur notre sol le respect de nos lois et, en particulier, celui de la laïcité. Cette même **laïcité**

(<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2016/01/19/01016-20160119ARTFIG00327-la-gauche-se-dechire-sur-la-laicite.php>), à laquelle la bien-pensance est de plus tentée de renoncer au profit de la «diversité». Pour la gauche morale, il est injuste de demander à l'immigré de renoncer à ses coutumes, mais il est équitable de l'exiger des «indigènes»! Cette idéologie puérile risque d'enfanter des monstres, car elle suscite une grande colère chez l'autochtone. Elle veut ignorer que celui qui demande l'hospitalité et celui qui l'offre ne sont pas sur le même plan: le demandeur doit être poli et discret. L'hôte lui ouvre sa maison, mais n'entend pas la modifier pour lui. J'affirme que la faute principale est celle des dirigeants français, qui se refusent, au nom du respect «de la diversité», à faire entrer l'islam dans la loi commune.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 05/02/2016. **[Accédez à sa version PDF en cliquant ici \(http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2016-02-05\)](http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2016-02-05)**



(<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

Alexandre Devecchio (<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2540921>)

Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @

(https://twitter.com/Alex_devecch)AlexDevecchio

